

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I V ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

- Audition de M. Yves Raibaud, géographe, chargé de mission sur l'égalité femmes-hommes à l'université Bordeaux Montaigne, membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), et de Mme Chris Blache, consultante en socio-ethnographie, cofondatrice et coordinatrice de la plateforme Genre et Ville, sur le genre et l'espace public. 2

Mercredi
11 mai 2016
Séance de 13 heures 30

Compte rendu n° 22

SESSION ORDINAIRE DE 2015-2016

**Présidence
de Mme Catherine
Coutelle,
Présidente**



La séance est ouverte à 13 heures 30.

Présidence de Mme Catherine Coutelle, présidente.

La Délégation procède à l'audition de M. Yves Raibaud, géographe, chargé de mission sur l'égalité femmes-hommes à l'université Bordeaux Montaigne, membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), et de Mme Chris Blache, consultante en socio-ethnographie, cofondatrice et coordinatrice de la plateforme Genre et Ville, sur le genre et l'espace public.

Mme la présidente Catherine Coutelle. Dans la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, une disposition avait été insérée, suite à l'adoption d'un amendement présenté par notre collègue Maud Olivier, afin de favoriser les études de genre que nous souhaitons valoriser en France.

Nous avons le sentiment que la France accusait un retard en ce domaine, et que cette spécialité était éparpillée et fragmentée. Certains essaient de la présenter de manière lisible, mais ce n'est pas encore suffisant. Nous avons d'ailleurs vécu des moments où, ici même, la simple mention du mot « genre » suscitait de vives réactions !

La Délégation aux droits des femmes va mener des travaux sur ces questions. Nous procéderons à la désignation d'un rapporteur d'information sur les études de genre la semaine prochaine, en précisant que Maud Olivier s'est portée candidate.

Nous auditionnons aujourd'hui M. Yves Raibaud et Mme Chris Blache, sur un sujet qui nous intéresse particulièrement : genre et espace public – autrement dit, la place des femmes dans l'espace public. La ville est-elle faite pour les femmes ? Est-elle faite par des femmes ? La situation a-t-elle connu des évolutions récemment ? Nous avons le sentiment que ce sujet est en train d'émerger : est-ce que les contraintes qui pèsent sur les femmes dans l'espace public sont plus fortes, ou est-ce que nous en parlons plus ?

Mme Maud Olivier. Nous sommes en train de réfléchir à des amendements à apporter au projet de loi égalité et citoyenneté. En plus de traiter de cette question du genre, sur laquelle nous souhaitons faire un rapport, l'éclairage de M. Raibaud et de Mme Blache sur la place des femmes dans l'espace public pourra fournir la matière à d'éventuels amendements.

M. Yves Raibaud, géographe, maître de conférences et chargé de mission sur l'égalité femmes-hommes à l'université Bordeaux 3, membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh). J'ai commencé mes travaux sur le genre assez tard, après avoir consacré une partie de ma vie professionnelle aux métiers de la culture, de la formation et de l'emploi en milieu rural. Mes premiers travaux de recherche portaient sur les équipements dans l'espace public destinés aux loisirs des jeunes. Dans les années 2000, je me suis intéressé aux lieux de répétition des musiques amplifiées (rock, rap, techno, reggae) puis, par extension, à tout ce que l'on appelle les cultures urbaines : le graffiti, le hip-hop, mais aussi les sports urbains tels que le skateboard et le BMX.

Il m'est assez rapidement apparu que ces cultures, dont on disait qu'elles étaient l'expression des jeunes et des quartiers fragiles, étaient surtout déterminées par le sexe des pratiquants : des garçons à plus de 90 %. Des études monographiques sur des lieux de répétition, réalisées entre 2001 et 2005, portaient sur les modes de vie des jeunes musiciens,

sur les textes de leurs chansons, sur l'organisation de leurs activités musicales. Elles m'ont conduit à m'intéresser aux études masculines dans la littérature anglophone, point d'entrée sur les questions de genre à partir de la construction de l'identité des garçons.

Le terme de « maisons des hommes » caractérise assez bien les lieux de production de l'identité masculine, dont la culture est souvent teintée de sexisme et d'homophobie. La solidarité au groupe, la loyauté envers les leaders, le refoulement des émotions et l'utilisation du « nous » plutôt que du « je » : ce sont les qualités essentielles pour être accepté par le groupe et réussir dans des projets collectifs et individuels.

J'ai prolongé ce travail en étudiant les skateparks et les city-stades entre 2005 et 2008. Ces équipements sportifs d'accès libre mis à disposition des jeunes – en réalité des jeunes garçons – ont pour but avoué de canaliser la violence dans des activités positives. Ces études ont fait apparaître qu'ils fonctionnaient au contraire comme des écoles de garçons, produisant l'agressivité et la violence qu'ils sont censés combattre.

En 2009, j'ai obtenu un financement de recherche plus conséquent de la part du conseil régional d'Aquitaine, du conseil général de la Gironde et de trois mairies de la périphérie bordelaise, dont Floirac, pour mener une large enquête sur les inégalités entre filles et garçons dans les loisirs. Ce financement comprenait une bourse de doctorat, et c'est dans ce cadre que j'ai dirigé la thèse d'Édith Maruéjols, dont vous connaissez peut-être les remarquables travaux sur les loisirs des jeunes et les cours de récréation.

À la suite de ce travail, la communauté urbaine de Bordeaux, dirigée à l'époque par Vincent Feltesse, m'a demandé de concevoir une étude sur les inégalités entre femmes et hommes dans l'espace public. Elle a été réalisée avec l'ethno-urbaniste Marie-Christine Bernard-Hohm sous le titre : *L'usage de la ville par le genre*.

J'ai également dirigé des travaux d'étudiantes et d'étudiants en master et en thèse sur le vélo, la marche à pied, le harcèlement de rue, les mobilités des femmes victimes de violence, en essayant de relier ces problématiques pour comprendre la logique systémique qui continue de séparer les femmes et les hommes dans la ville : l'espace public est favorable aux hommes, tandis que les femmes sont souvent assignées aux espaces privés.

Pour comprendre les mécanismes de cette ville inégalitaire, j'ai effectué une recherche en 2012 sur une opération de participation nommée « Le Grenelle des mobilités ». Pendant six mois, j'ai compté les femmes et les hommes dans la salle et à la tribune, j'ai chronométré leurs temps de parole respectifs et noté les thématiques abordées par les unes et les autres, et la manière dont elles étaient perçues. Tous ces travaux sont à présent publiés, ils sont résumés dans un petit livre intitulé *La ville faite par et pour les hommes*, commande du Laboratoire de l'égalité pour sa collection chez Belin « Égale à Égal ».

Ces travaux ont débouché sur quelques préconisations. Concernant les espaces publics destinés aux loisirs des jeunes, je m'en tiendrai aux conclusions de la thèse d'Édith Maruéjols, qui ont été confirmées par la suite par les travaux de Magalie Bacou à Toulouse, et ceux réalisés dans d'autres villes, par exemple à Angers. Les chiffres sont éloquentes : 75 % des budgets publics destinés aux loisirs des jeunes profitent aux garçons, toutes activités confondues, de la danse au foot en passant par la médiathèque, les centres de loisirs, les centres de vacances et les écoles de musique. Nous constatons donc une inégalité importante dans l'attribution des moyens.

À partir de la sixième, les filles décrochent des activités de loisirs organisés tandis qu'une offre spécifique destinée aux garçons se met en place : skateparks, city-stades, musiques actuelles. Les loisirs non-mixtes féminins sont moins subventionnés que ceux des garçons, à qui l'on attribue des équipements plus importants et plus chers : stades, salles de musiques actuelles et autres. On attribue parfois aux filles elles-mêmes la responsabilité de ce décrochage, mais tous les entretiens que nous avons menés font apparaître le contraire.

Ce décrochage a des conséquences sur leur pratique de la ville. Tandis que l'on encourage les garçons à jouer et à occuper l'espace – espace sonore avec une musique forte ; espace visuel avec les tags et les graffitis – la pression sociale amène une grande majorité des filles à se retirer de ces espaces. Ainsi, dès l'adolescence, les rôles de genre sont définis dans l'espace public. La sociologue Isabelle Clerc les résume en deux injonctions : ne pas être une « pute » pour une fille, ne pas être un « pédé » pour un garçon.

Les dispositifs publics de loisirs des jeunes ne font malheureusement que suivre cette loi d'airain, souvent en l'absence de conscience des enjeux de l'égalité chez les élus locaux et de formation des animatrices et des animateurs. Ce formatage des identités sexuées détermine une lutte des places et des mobilités dont les hommes sont, dès leur plus jeune âge, les bénéficiaires. Édith Maruéjols et d'autres chercheuses ont montré le rôle du terrain de foot – matérialisé ou non – au centre de la cour de récréation. Occupé de façon permanente par des groupes de garçons, il configure une centralité masculine et une périphérie féminine que l'on retrouve chaque fois que l'on observe des femmes et des hommes dans des lieux de la ville tels que les places, les bas d'immeubles, etc.

Le sociologue du sport Philippe Liotard analyse comment ces pratiques spatiales sont incorporées. Il montre comment les garçons, dès leur plus jeune âge, apprennent à percuter tandis que les filles apprennent à éviter. Vous l'avez peut-être vécu sur les trottoirs de ville ou dans les couloirs de piscine.

Dans l'étude que j'évoquais sur *L'usage de la ville par le genre*, nous retrouvons ces constantes des spatialités féminines et masculines, mais aussi les mécanismes qui tendent à les prolonger. Le travail de recherche que nous avons mené sur les garçons avec Sylvie Ayrat, auteure de *Pour en finir avec la fabrique des garçons*, montre que les insultes, les blagues, le harcèlement, les violences morales et physiques observées à l'école et dans les loisirs, mais aussi plus tard, dans la ville ou au travail, ont une fonction systémique de ségrégation et de hiérarchisation des sexes au profit des hommes hétérosexuels dominants. Ce mode d'intimidation, que l'on se refuse souvent à identifier comme une violence sexuelle, prescrit les mobilités et les places des femmes dans la ville telles que nous les avons observées.

Il ressort de nos études que les femmes ont moins d'emprise sur la ville que les hommes. Elles calculent leurs déplacements en fonction du lieu et de l'heure. Elles disent souvent se déplacer d'un point à l'autre ni trop vite pour ne pas montrer qu'elles ont peur, ni trop lentement pour ne pas faire croire qu'elles cherchent. Elles évitent de stationner et montrent qu'elles sont occupées. Les travaux réalisés par Marie-Christine Bernard-Hohm ou la sociologue Lætitia Franquet selon la méthode du *focus group* le confirment. Il me faut souvent préciser, lorsque je présente ces travaux, que ce n'est pas une opinion de notre part, mais le résultat de nombreuses enquêtes dont les résultats sont étonnamment semblables à ceux d'autres enquêtes réalisées en Belgique ou en Algérie, notamment par l'architecte Nadia Redjel.

La ville ludique, récréative, où l'on peut flâner à la terrasse d'un café, jouer aux boules ou au ballon, apparaît en filigrane comme une ville faite pour les hommes. La dernière de ces études, le « Grenelle des mobilités », que j'ai récemment réalisée, montre que la ville est une affaire d'hommes. Architectes, urbanistes, aménageurs, élus, ce sont eux qui proposent les innovations qu'ils appellent ville durable, ville inclusive, *slow city* ou *smart city*. Les travaux de sociologie et d'anthropologie sur l'entre-soi masculin des congrès d'urbanisme ou des opérations de participation montrent comment les questions qui portent sur le sentiment d'insécurité des femmes, sur les enfants, sur les personnes âgées ou handicapées sont éludées ou traitées sur le mode de l'innovation technologique. Je vous renvoie au dossier sur « Le genre, la ville », que nous avons publié avec Nicole Mosconi et Marion Paoletti dans la revue *Travail, genre et sociétés*.

Vous m'avez invité à vous faire état des bonnes pratiques. Cette question me concerne en tant que membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), mais aussi en tant que vice-président du Conseil de développement durable de Bordeaux, avec lequel nous avons réalisé une démarche de participation citoyenne appelée « Genre et ville », dont vous pouvez trouver le résultat en ligne sur le site du conseil de développement durable, et à laquelle avaient participé Chris Blache et l'association Genre et Ville.

Des préconisations figurent dans le rapport de juillet 2013, intitulé *Égalité femmes-hommes dans les territoires*, qui a été remis par Vincent Feltesse à la ministre Najat Vallaud-Belkacem et à la rédaction duquel j'ai participé, ainsi que dans la charte égalité femmes-hommes du Conseil des communes et des régions d'Europe, et dans les travaux européens dirigés par la sociologue française Sylvette Denèfle, dont se sont inspirées nombre de villes européennes et françaises. La ville de Vienne, en Autriche, représente un modèle de ce qu'il est possible de faire à tous les niveaux : gouvernance, aménagement, transport, design urbain, éducation, communication.

Les associations telles que Genre et Ville, mais aussi Nature et Sens, Garance, ou plus récemment *Womenability* organisent la participation des femmes aux diagnostics urbains par des marches exploratoires ou des marches sensibles, parfois mixtes.

Pour ma part, je pense que la démarche du *gender budgeting*, qui consiste à calculer la redistribution de l'argent public sur des critères d'égalité entre femmes et hommes donne de bons résultats. Nous l'avons constaté avec le conseil départemental de la Gironde sur les politiques en direction de la jeunesse à Bordeaux. Cette question de la répartition est maintenant entrée dans les faits. La ville de Bordeaux a également adopté cette démarche pour le sport féminin. Une observation quantitative et qualitative par sexe des équipements publics tels que stades, salles de sport et piscines est en train de produire de bons résultats, grâce à une adjointe aux sports dynamique et motivée par cette question.

Le plus important levier de changement est de s'attaquer à la violence machiste sous toutes ses formes, de la drague lourde et l'insulte jusqu'à l'agression sexuelle et au viol, et de la maternelle jusqu'au plus haut niveau de gouvernance. La France a fait des progrès significatifs dans ce domaine avec la loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel, la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel. La violence sexuelle est le bras armé de la domination masculine : elle est d'ailleurs utilisée lors des guerres pour terroriser l'ennemi. C'est le premier obstacle au changement vers une société d'égalité.

Ce sujet effraie au premier abord, mais l'aborder et le traiter soulage, je m'en suis rendu compte lorsque nous avons installé une cellule de veille contre le harcèlement sexuel à l'université Bordeaux-Montaigne. Nous avons été suivis peu après par les autres universités bordelaises, qui avaient été émues par des affaires d'agression sexuelle et de sexisme ayant fait la une des journaux. Il a fallu une année entière pour convaincre les présidents, les conseils d'université et les syndicats qui avaient peur pour la réputation de leur université. Aujourd'hui, tout le monde se félicite d'avoir mis ces structures en place, elles se généralisent dans toutes les universités et aboutissent à des travaux, sur les campus, pour la protection des étudiants. Et je suis ravi qu'enfin, une femme soit présidente de notre université. Elles ne sont que 8 % dans les universités françaises, ce qui démontre notre retard sur les universités européennes.

De même, les entreprises mandataires de transport telles que Kéolis refusaient naguère d'envisager le harcèlement sexuel en prétendant qu'il s'agissait d'une affaire privée. Deux enquêtes sont en cours à Tours et à Bordeaux, à la demande des collectivités mais aussi pour répondre à l'exigence des usagers, plus nombreuses que les hommes dans les transports en commun.

Je plaide parfois dans mes interventions que la baisse des tensions liées au climat de violence sexuelle dans une ville est favorable aux bonnes ambiances urbaines, et la place de leader occupée par Vienne dans le classement des villes aux meilleures qualités de vie le montre. On peut aussi assumer que le contraire – la gestion machiste – est ringarde, démodée et archaïque. La lutte contre les violences sexuelles n'est pas un enjeu perdu d'avance, mais au contraire un sujet qui s'impose au cœur des politiques les plus contemporaines.

Vous m'avez également interrogé sur le terme « genre ». Ce mot a pour moi une première utilité : il inclut les questions de lesbo-, gay-, bi- et transphobie au-delà des seules inégalités entre femmes et hommes, qui ne sont pas des catégories homogènes. Le mot « genre », en tant que rapport social de sexe, permet une ouverture conceptuelle vers d'autres rapports de domination liés à l'âge, la couleur de la peau, le handicap, qui sont également vécus comme des différences incorporées justifiant une mise à l'écart ou une infériorisation, la même que celle que vivent au quotidien de nombreuses femmes.

Mes collègues croisent de façon permanente les études de genre avec les études postcoloniales, les *racés studies*, et les études en lien avec le handicap, les *disability studies*. Cela les amène à des positions que certains trouvent trop nuancées lorsqu'il s'avère que les discriminations sont croisées et imbriquées, comme dans l'affaire de Cologne ou celle du voile, et qu'elles méritent des analyses plus complexes qu'une simple position de principe sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le tout, dans les études de genre, est de ne pas perdre de vue que le genre est intrinsèquement lié aux épistémologies féministes. Pour beaucoup de chercheuses et de chercheurs en sciences sociales qui s'intéressent aux questions de discrimination et de racisme ou à la vulnérabilité, le genre est associé au *care* comme enjeu éthique et politique. Prendre soin des humains dans la ville, c'est aussi reconnaître le travail invisible des femmes, qu'elles remplissent cette fonction de façon gratuite ou rémunérée. Cela permet d'ailleurs aux hommes d'imaginer une inversion du *care* : des hommes qui mettent le soin, l'affection, la sollicitude au centre de leur vie ou de leurs engagements politiques. Ils ont pour cela plus de facilité qu'une inversion des rôles de sexe qui tétanise un grand nombre d'hommes élevés dans la crainte d'être pris pour ce qu'ils ne sont pas.

Une politique du *care* dans la ville rejoint les thèses développées de longue date par l'éco-féminisme, qui trouve un large retentissement à la faveur du changement climatique. Les plus radicales des éco-féministes, en montrant que l'exploitation des ressources de la planète et des espèces animales est de même nature que l'exploitation des femmes comme esclaves domestiques ou esclaves sexuelles, émettent l'hypothèse que la construction de la ville par les hommes ne peut pas être sincèrement égalitaire, inclusive, ni même écologique. La participation des femmes à la vie publique est donc une impérieuse nécessité, y compris pour les enjeux écologiques de demain.

Mme la présidente. Merci de votre intervention. Vous avez abordé un grand nombre de sujets. Nous ne sommes pas très avancés en France sur le *gender budgeting*, mais votre exemple sur les équipements sportifs démontre que c'est un élément de connaissance. Une étude sur les professeurs d'éducation physique et sportive montre qu'ils s'adressent de manière différente aux garçons et aux filles, et qu'ils acceptent que les filles se retirent des cours d'éducation physique (EPS) en quatrième ou cinquième sous des prétextes divers et variés, sans forcément chercher à continuer à les inclure. Toutes les excuses sont acceptées pour qu'elles ne fassent pas de sport. Nous voyons bien des stratégies d'évitement à l'œuvre.

Avez-vous travaillé avec des écoles d'urbanistes dans le cadre de vos travaux ? Les urbanistes ne semblent pas envisager que puisse exister un urbanisme généré. Les écoles d'architectes et d'urbanistes sont-elles aujourd'hui plus sensibles à ces questions ?

M. Yves Raibaud. Les études de genre gagnent en importance au sein des écoles d'urbanisme, mais l'enseignement y est très traditionnel. Je suis invité à y faire des conférences, et quelques géographes interviennent de façon marginale dans les instituts d'urbanisme. Les étudiantes, qui représentent plus des deux tiers des élèves en études d'urbanisme, sont souvent à l'origine de ces interventions. Elles voient assez vite se profiler un plafond de verre dans leur carrière, mais elles sont de plus en plus nombreuses dans ces métiers.

Mme Maud Olivier. Nous constatons l'invisibilité des femmes dans l'espace public. Leur faire une place passera par des politiques, mais il faudrait aussi qu'elles s'en emparent. Quels types d'outils pourrions-nous mettre à disposition, dans l'organisation de la cité, pour que les femmes commencent à occuper effectivement l'espace ?

M. Yves Raibaud. Chris Blache pourra vous répondre plus longuement. Dans le cas du sport à Bordeaux, le *gender budgeting* permet de qualifier de discrimination le fait que des équipes de sport n'aient pas de terrain ou d'emplacement, ou encore le refus d'une subvention pour telle activité plutôt que pour une autre. Le *gender budgeting* permet donc d'encourager la pratique sportive des femmes, et notamment des clubs féminins. Les équipements que l'on croit neutres ne le sont pas : mettre en place un skatepark ou un citystade crée une ségrégation entre filles et garçons. Nous étudions les effets de ces équipements de façon à encourager la présence des filles dans l'espace public.

Mme Chris Blache, consultante en socio-ethnographie, cofondatrice et coordinatrice de la plateforme Genre et Ville. Genre et Ville a fait le choix de se placer entre la recherche et le terrain. Nous faisons en permanence de la recherche-action, ce qui nous place dans une situation compliquée parce qu'il faut faire beaucoup de choses et aborder beaucoup de sujets, parfois avec peu de moyens.

La question des écoles d'urbanisme et d'architecture nous préoccupe. Nous essayons d'apporter des solutions à ce problème auprès de ces écoles, mais ces questions sont souvent des impensés. Les urbanistes n'ont pas de volonté de nuire en ne produisant pas d'équipements permettant de la mixité, mais ils n'imaginent pas que cela soit nécessaire. Ils pensent faire la ville pour tout le monde, et que tout est égal.

Notre travail consiste à démonter cette idée reçue, c'est très lent. Nous collaborons beaucoup avec des équipes d'urbanistes, notamment la direction de la voirie et des déplacements de la ville de Paris. Nous avons affaire à des équipes d'ingénieurs, femmes incluses, qui ont été formées dans des cadres extrêmement classiques. Sans pour autant qu'ils soient sexistes, ce n'est pas un sujet à leurs yeux. Nous devons donc sensibiliser pour que cet impensé devienne un sujet.

Mme la présidente. Dans la collectivité où j'exerçais des responsabilités, au début des années 2000, nous avons prévu dans un appel d'offres qu'il était nécessaire de prendre en considération l'espace public au regard de l'égalité femmes-hommes. Tous les bureaux d'études qui ont répondu en sont restés perplexes !

Mme Chris Blache. Genre et ville se présente comme un « think tank » et un « do tank », une plateforme de recherche et d'action.

Nous suivons trois principes. Tout d'abord, nous travaillons de façon transversale : nous ne nous adressons pas uniquement aux personnes qui s'occupent d'urbanisme et de droits des femmes, mais à l'ensemble des délégations de la communauté dans laquelle nous travaillons, ville ou département.

Notre travail est également participatif : un ensemble d'acteurs et d'actrices doit être intégré à notre dynamique et travailler avec nous dans la durée, du début de notre travail jusqu'à notre départ, et faire perdurer nos projets.

Enfin, notre pratique est itérative, c'est un point extrêmement important pour deux raisons. Tout d'abord, nous nous confrontons à quelque chose d'extrêmement lourd et construit, nous pourrions remonter aux XVIII^e et XIX^e siècle pour comprendre comment les choses se sont solidifiées dans un univers extrêmement sexiste et de domination, notamment dans l'espace public. Il est donc important pour nous de travailler dans la durée et de revenir sur les sujets.

De plus, dès que nous déconstruisons une norme, nous en construisons une autre. Nous pouvons très bien lutter contre un stéréotype tout en reproduisant un autre. Sylvette Denèfle explique très bien cela : lorsque nous élargissons un trottoir ou que l'on crée un bateau pour que les femmes puissent passer avec les poussettes, une des questions d'inégalité est résolue, mais pas celle du stéréotype qui associe les femmes aux poussettes. Nous réalisons que, même dans des travaux vertueux, nous risquons d'entériner certains stéréotypes plutôt que de les déjouer. Ce principe itératif est donc important pour nous, nous ne pensons pas être meilleurs que les autres. Notre travail consiste donc à systématiquement remettre l'ouvrage sur le métier pour faire le point.

Genre et Ville intervient à différents niveaux.

Un niveau historique, tout d'abord, car il nous semble extrêmement important de comprendre comment les choses se sont mises en place et comment elles perdurent.

Je donne souvent l'exemple des marches exploratoires, qui sont aujourd'hui répandues et utilisées notamment par le Gouvernement. Elles ont des aspects très vertueux, notamment *l'empowerment*, qui donne aux femmes le pouvoir d'agir et de prendre la ville. Le fait d'agir ensemble est très important, la dénonciation récente de faits de harcèlement nous le montre. Mais ces marches exploratoires peuvent servir une approche sécuritaire de la ville et replacent les femmes dans un rôle normatif de contrôle de l'ordre social. Nous souhaitons au contraire faire sortir les femmes de ce rôle qu'on leur connaissait très bien au XIX^e siècle. C'est pourquoi chaque fois qu'une opération se mène, nous essayons d'en tirer la substantifique moelle et d'en travailler les aspects les plus intéressants en appelant l'attention sur les effets pervers. Ne donnons pas aux femmes la responsabilité de la sécurité de la ville. Nous pouvons travailler entre hommes et femmes sur ces questions, et les femmes ne doivent pas se retrouver dans le rôle traditionnel de contrôle social qui leur est attribué.

Sur ces aspects historiques, nous travaillons avec des chercheuses qui étudient la littérature du XIX^e siècle et nous avons rassemblé un corpus de chercheuses et de chercheurs qui nous accompagnent et nous aident sur ces questions pour analyser l'histoire.

Nous agissons aussi dans le domaine de la recherche contemporaine, pour relever les bonnes pratiques, travailler sur les territoires et mener des études. Nous collaborons ainsi régulièrement avec Édith Maruéjols, avec qui nous venons d'ailleurs de mener une étude à Aubervilliers sur l'accès à la culture au travers du prisme du genre. Cette étude a montré les mêmes résultats qu'à Bordeaux. Aubervilliers est pourtant une ville très vertueuse sur les questions d'égalité, mais si les filles représentent 38 % des licenciés d'associations sportives, elles ne bénéficient que de 26 % des budgets. Nous continuons à mener de telles études à la demande des villes, et nous menons aussi des formations sur le budget sensible au genre, et sur la définition du genre.

Enfin, nous avons mis en place un Programme d'actions sensibles au genre et espaces (PASSAGES) qui a vocation à se développer. Il s'est aujourd'hui déployé sur trois territoires : un quartier de Villiers-le-Bel dans le Val-d'Oise, le quartier Belleville-Fontaine au Roi, à Paris, et le quartier nord de Nantes. Nous travaillons aussi depuis longtemps sur la ville de Floirac.

La première année de ce programme est consacrée à la sensibilisation, à l'absorption, au comptage et aux relevés. S'agissant d'un impensé, le moment où la question est révélée sur le territoire est extrêmement important. Ce n'est pas facile : il nous est demandé de donner des solutions tout de suite, mais la première chose à faire est de comprendre, de poser les bonnes questions pour identifier ce qui se joue sur le territoire. C'est alors que les personnes qui vivent ce territoire se rendent compte des inégalités.

Nous accompagnons cette phase de formations des élus, des personnels de la ville, des habitantes et des habitants. Par exemple, je donnerai une formation sur les budgets sensibles au genre à des habitants de Villiers-le-Bel, qui seront ainsi armés pour participer aux groupes de travail avec les représentants de la mairie.

Nous réalisons aussi des marches. Nous avons essayé de garder les éléments qui nous semblaient importants dans les marches exploratoires en les complétant. Nous les avons intitulées « marches sensibles », l'idée étant de sortir du prisme sécuritaire et du diagnostic en marchant, pas toujours très efficace. Nous préférons penser la ville sensible, en la redécouvrant. Nous demandons aux personnes – femmes et hommes – de venir avec nous et de se laisser aller à restaurer leurs sens, c'est-à-dire de traverser la ville en écoutant, en

regardant. Ces marches se font souvent sans parler, de façon à libérer le reste des sens et ouvrir ses oreilles, ses yeux et ses narines, retrouver l'usage de ses doigts et de ses pieds, comprendre ce qui se passe autour de soi, essayer un banc.

Nous demandons aussi aux participants de changer d'identité. L'objectif n'est pas de faire un atelier *drag king* ou *drag queen*, mais de s'imaginer dans la peau de quelqu'un d'autre pour lâcher les idées reçues. Ce n'est pas toujours évident au début mais certaines personnes qui étaient extrêmement réfractaires nous disent lors des débriefings qu'elles ne verront plus jamais leur ville de la même manière, et elles souhaitent y revenir à d'autres moments, dans d'autres personnalités. Notre idée n'est pas d'imposer une réponse spécifique, mais de mettre les personnes dans une disposition qui leur permettra de recevoir, d'écouter et de comprendre.

Ensuite, une fois que ce travail a été fait, il est possible de se retrouver pour discuter de ce que l'on souhaite faire de cette ville. C'est le deuxième volet de notre programme PASSAGES. La première année est consacrée aux ateliers dans l'espace public, tels que les ateliers « même pas peur » au cours desquels nous encourageons les femmes – avec l'aval de la mairie – à aller tagger les murs de leur ville à la craie. Après cela, lorsque nous réunissons tout le monde, la dynamique n'est plus du tout la même.

À Villiers-le-Bel, nous avons presque commencé de manière cachée, une personne de l'atelier « gestion urbaine de proximité » nous a demandé d'intervenir avec des écoles sur des questions de territoire et de genre. Le travail avec les enfants s'est très bien passé : nous avons fait des cartes sensibles, nous nous sommes rendu compte que leur environnement pouvait être reproduit de façon très différente et nous en avons tiré beaucoup d'enseignements. Mais nous avons été frustrés de ne pas avoir eu assez de temps. C'est alors que nous avons mis en place le programme PASSAGES.

Pendant la première année, il nous était demandé de ne pas aller en parler aux élus : c'était l'époque de la « Manif pour tous » et le terme de genre était mal perçu. Nous avons décidé de continuer et de proposer les formations, laissant la porte ouverte aux élus.

Ces formations réunissaient une vingtaine de personnes venues de toutes les délégations, des élus, des membres de l'équipe administrative de la ville. Nous avons réalisé des formations avec Édith Maruéjols et le centre Hubertine Auclert, Paul Denis était venu nous accompagner pour une formation sur le budget sensible au genre.

À la suite de ces formations, nous avons décidé de lancer les actions. Nous avons proposé un premier plan, qui nous permet de travailler aujourd'hui sur une cour d'école. Pendant l'été, cette cour d'école sera totalement refaite à la suite d'un travail participatif avec des membres du service de la rénovation urbaine, les délégués de classe du CP au CM2 et des professeurs d'école. Nous avons repensé la cour en essayant de la « dé-genrer » : comment contourner l'inévitable terrain de foot au milieu de la cour ? Que signifie jouer dans la cour ?

Nous avons également constitué un groupe d'habitantes et d'habitants pour nous accompagner dans la rénovation urbaine dans laquelle nous serons impliqués en 2016 et 2017. Il est plus difficile de travailler avec les jeunes car ils n'ont pas envie d'être surveillés ou accompagnés, mais nous avons repéré une action qui a très bien marché à Nantes : les jeunes créaient des photoreportages afin de décrire comment ils vivaient leur ville en tant que fille ou garçon.

Dès le milieu de la première année du programme PASSAGES, j'ai dit que Villiers-le-Bel réunissait toutes les composantes pour devenir un petit Vienne, c'est-à-dire une ville qui intégrerait l'égalité femmes-hommes à tous les niveaux dans sa structure, ses actions, sa construction, dans les mobilités. En début d'année, l'équipe de rénovation urbaine, accompagnée de l'ensemble de l'équipe de la ville de Villiers-le-Bel, y compris le maire qui n'était pas totalement convaincu au départ et qui est aujourd'hui totalement avec nous sur ces questions, est allée porter le projet auprès de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) dans le cadre du programme d'investissements d'avenir (PIA). C'était le seul projet présenté à intégrer de façon principale l'égalité entre femmes et hommes. Ce projet a été retenu, et à partir de l'année prochaine, les quartiers de Derrière les Murs et Puits la Marlière, en pleine rénovation urbaine, vont complètement intégrer les questions d'égalité entre femmes et hommes dans l'aménagement des logements, les mobilités, la création de l'espace public, la création des communs, par un travail participatif qui sera accompagné par l'équipe que nous avons mise en place.

Si ce travail fonctionne bien, l'ANRU propose de créer un label. Nous sommes tout à fait prêts à discuter de ces questions de labellisation, afin que le label n'enferme pas, mais soit plutôt une piste d'envol.

Le projet de Villiers-le-Bel est pour moi l'une des plus belles réussites. Je pourrai vous donner encore beaucoup d'exemples, je terminerai avec une anecdote.

Lors d'une discussion avec le maire, il me dit qu'il était favorable à l'égalité entre femmes et hommes, mais que les questions de genre le gênaient un peu. Je lui répondis que l'on pouvait oublier le mot, et chercher à quoi il servait. Il continua en disant que les budgets genrés pour les équipements ajoutaient une contrainte alors que l'élaboration des budgets était déjà longue. Enfin, il se plaignit que les femmes viennent pique-niquer sur le terrain de foot qui venait d'être ouvert. Je pensais que c'était au contraire le signe d'une réussite, mais il me dit que le terrain n'était pas fait pour cela. Mais où vont-elles alors, lui ai-je demandé ? Il est resté sans réponse.

Depuis ce jour, une réflexion a été amorcée et c'est maintenant lui qui incite les femmes à prendre part aux réunions. Il est devenu le premier défenseur des politiques d'égalité à Villiers-le-Bel. Il faut du temps, un processus itératif et transversal, et de la volonté politique.

Mme Conchita Lacuey. La mixité ne va de soi, elle ne peut être que le résultat d'une politique publique volontaire ambitieuse et transversale. Elle commence à l'école, et concerne tous les domaines de la vie publique.

Travailler à plus de mixité, notamment dans l'espace public, c'est construire l'égalité entre les hommes et les femmes. Vous constatez bien la construction d'un espace public genré. Quelles sont vos préconisations pour aller vers plus de mixité ?

Je remercie Mme Blache d'avoir donné des éléments sur PASSAGES, et j'espère que la ville de Floirac pourra appliquer ce dispositif qui me semble très intéressant.

M. Christophe Premat. J'ai été particulièrement intéressé par vos propos sur la recherche-action. Il s'agit d'une recherche en prise immédiate avec les possibilités de changement, j'imagine que cela ne va pas de soi dans le milieu académique. Ce type de

recherche se développe, à l'image du réseau « Genre en action » qui rassemble des acteurs de ces politiques publiques et des chercheurs, et fonctionne toujours bien.

Jacques Faget a beaucoup travaillé sur la médiation et les possibilités de recours à un tiers organisateur pour essayer de débloquent des situations. Vous avez mentionné la question du harcèlement, et un site « Stop harcèlement » a été mis en place ; en la matière, il est très intéressant de pouvoir analyser des plaintes, la manière dont elles sont formulées, comment parler de ces choses dans un espace public déterminé. Pensez-vous qu'une médiation sur la question du genre offrirait une solution efficace ?

Mme Maina Sage. Vos interventions nous sensibilisent à ces questions qui ne sont pas évidentes au premier abord.

Les études que vous avez réalisées ont-elles été segmentées en fonction de la taille des villes ? Y a-t-il une différence de comportement selon le degré d'urbanisation des zones ? Je suis élue de Polynésie, où l'on trouve de petites communes, comment pouvons-nous y appliquer ces réflexions ?

Nous avons beaucoup parlé de l'accessibilité au sport en zone urbaine. Est-ce que les équipements sont inadaptés, ou sommes-nous incapables de faire en sorte qu'ils servent à tous ? Skate, vélo ou patin en ligne peuvent être pratiqués par les filles, mais dès la naissance, on oriente les filles vers des sports moins risqués physiquement. Est-il préférable d'ouvrir des équipements plus mixtes, ou de faciliter l'accès aux équipements actuels pour les jeunes filles ?

Les comités d'entreprise sont souvent de grands utilisateurs de ces espaces, et ils mènent des politiques d'insertion et de mixité au sein de leurs entreprises. Les avez-vous sollicités ?

Enfin, le congrès des maires de France se tiendra le mois prochain, avez-vous approché l'Association des maires de France (AMF) pour aborder ce sujet ?

Mme Édith Gueugneau. Je reviens suite à une opération du genou, et le handicap est un vrai sujet pour l'aménagement de nos villes. Éluée de circonscription rurale, j'ai beaucoup apprécié votre intervention.

La Délégation aux droits des femmes a beaucoup travaillé sur l'égalité entre femmes et hommes, les violences et les stéréotypes. Votre rôle est important, parce que dans les communes, la problématique du genre n'est pas abordée lors de l'étude d'un projet. Je suis maire d'une petite ville, et pendant quatre mois au cours de l'été, nous affichons des portraits. Je demande qu'il y ait des portraits d'hommes et de femmes, et cela interpelle les responsables de cette manifestation car ils ne souhaitent afficher que des portraits de femmes. La prise de conscience est donc très importante.

Il faut intervenir auprès des maires car lorsqu'un projet est préparé, de nombreux intervenants sont impliqués sans que ne soit jamais évoquée la spatialisation des femmes, des hommes et des enfants.

Mme la présidente. Monsieur Raibaud, y a-t-il un laboratoire à Bordeaux sur la question du genre ?

M. Yves Raibaud. Non, les géographes du genre sont extrêmement dispersés. Nous nous retrouvons lors de colloques bisannuels consacrés aux questions de genre et de géographie. Sur Bordeaux, un atelier consacré au genre réunit des universitaires issus des sciences politiques, du droit, de littérature. Mais ce n'est pas un laboratoire, c'est un atelier qui va essayer de s'installer dans la maison des sciences de l'homme de l'université d'Aquitaine.

Les laboratoires sont disciplinaires. En France, il y en a un à Paris et un autre à Lyon. Dans les autres villes, les chercheurs sont dispersés. Les questions de genre sont marginales quand il s'agit de géographie, d'histoire ou de droit. Nous sommes des ovnis dans le monde universitaire.

Mme la présidente. J'apprécie que vous ayez mis en place dans votre université une cellule pour lutter contre le harcèlement. Nous avons prévu dans la loi de 2014 les modalités permettant de porter plainte pour harcèlement dans l'université, car des problèmes spécifiques se sont posés à l'université, et les textes d'application sont parus. Vous pourriez suggérer à la Conférence des présidents d'universités (CPU) de doter toutes les universités de telles cellules, car nous en voyons bien la nécessité.

Mme Maud Olivier. Notre objectif est de pérenniser les études de genre. Avez-vous été freiné dans la poursuite de vos études sur le genre à cause de ce terme ? Pourrions-nous aider à la reconnaissance des études de genre dans toutes les disciplines universitaires ?

M. Yves Raibaud. Cela m'a coûté un poste de professeur d'université, puisque lorsque j'étais responsable de la cellule de veille contre le harcèlement sexuel à l'université, un poste auquel j'avais candidaté a été annulé par un petit comité pour une erreur administrative. À ce moment, nous avons recueilli des signatures pour soutenir les élèves de Sciences-Po qui s'élevaient contre le sexisme et le harcèlement dans leur université à Bordeaux. Les résistances du corps professoral sont donc extrêmement fortes. Mais cette position a beaucoup évolué, puisque maintenant, l'atelier genre s'est mis en place, et l'université de Bordeaux-Montaigne a un axe de recherche intitulé « Genre, corps, norme ». Nous allons vers la création d'un master « genre ». Les choses n'avancent pas de manière linéaire, c'était très conflictuel il y a trois ans, avant le vote de la loi ouvrant le mariage aux personnes de même sexe, mais ça l'est beaucoup moins aujourd'hui, j'ai l'impression qu'un cap a été franchi.

Mme Maud Olivier. Nous sommes très attentifs à ce que les femmes soient représentées dans les projets de rénovation urbaine. Madame Chris Blache, dans les réunions auxquelles vous participiez, des associations représentant les femmes étaient-elles présentes ? Les délégués départementaux ou régionaux aux droits des femmes ne sont pas forcément invités aux réunions de l'ANRU ou de rénovation urbaine. Comment les femmes étaient-elles représentées dans ces réunions ? Par des associations, des élues locales ?

Mme Chris Blache. Des associations de femmes sont représentées aux réunions dans lesquelles nous préparons les projets pour l'ANRU.

Pour revenir sur la médiation, il n'est pas toujours évident de trouver les entités idoines. La commune d'Aubervilliers a cherché à mettre en place un outil pour travailler avec les jeunes filles, car il existe des problèmes de prostitution occasionnelle dans certains quartiers. Mais cela n'a pas pris du tout, il n'est pas facile d'imposer des solutions de façon descendante.

D'autres initiatives semblent mieux fonctionner. C'est par exemple le cas de l'Office municipal de la jeunesse d'Aubervilliers (OMJA) dont 95 % de l'encadrement et des usagers des maisons de quartier étaient de sexe masculin. Il y a trois ou quatre ans, les dirigeants de l'OMJA ont affirmé une vraie volonté politique d'introduire une féminisation, tant de l'encadrement que des usagers. Les filles disaient que tant qu'il n'y avait que des garçons, elles n'allaient pas venir. Il fallait donc trouver le moyen de les faire venir.

Aujourd'hui, à l'OMJA, l'encadrement est composé de 60 % de femmes et de 40 % d'hommes, et sur le terrain, la proportion est de 55 % d'hommes et de 45 % de femmes. Il y a donc une logique paritaire. La fréquentation est de 60 % de garçons et de 40 % de filles. La fréquentation par les filles a donc augmenté dans des proportions dramatiques grâce à la politique qui a été menée pour la représentativité de l'encadrement et dans le choix des activités. Au départ, les stéréotypes étaient perpétués : des ateliers de danse et des activités plus « féminines » étaient proposés. Mais une fois que les filles sont venues plus nombreuses, les activités mixtes se sont développées. Aujourd'hui, plus de 40 % des activités sont mixtes.

La médiation fonctionne par capillarité, depuis le terrain. Le conseil local des jeunes fonctionne également très bien, j'ai adoré les réunions de ce conseil qui regroupaient à chaque fois autant de filles que de garçons. Les filles y prennent plus la parole que les garçons, ce qui change des milieux politiques classiques. En plus, les jeunes qui participent représentent une multitude d'identités. Nous avons pu amener la question du genre dans ces « clubs de rencontre » et cela nous a permis d'avancer.

À Villiers-le-Bel, nous nous sommes aussi posé la question de la médiation. Nous avons essayé de travailler sur le genre avec le point d'information jeunesse, mais cela n'a pas très bien fonctionné et nous avons décidé de monter des activités pour inclure les jeunes, puis de les sensibiliser par capillarité. Parfois, il est possible d'avancer frontalement, mais souvent il faut entrer dans le tissu. Une fois cette étape franchie, nous avons gagné beaucoup de points.

La question rurale est importante aujourd'hui. Souvent, nous sommes des urbains dans le rural, les pratiques sont urbaines : les gens travaillent ailleurs, utilisent la voiture, font leurs courses dans les centres commerciaux. Le tissu local se délite et ne permet pas toujours d'organiser les choses.

Il y a un vrai souci pour les femmes au niveau rural : puisqu'il est nécessaire de prendre la voiture, les femmes deviennent la variable d'ajustement lorsqu'il n'y a qu'une voiture par ménage et qu'il faut aller travailler à l'extérieur, et aussi lorsqu'il n'y a pas de solution de crèche ou de garde d'enfants. Un ensemble de facteurs rend la situation structurellement compliquée. Cela nous préoccupe, et comme nous allons travailler dans le Sud-Ouest, nous envisageons de lancer un travail sur le monde rural dans l'agglomération de Bergerac, qui est en zone ANRU, et dans toutes les communautés rurales autour de Bergerac. Nous aurons peut-être plus de choses à vous dire sur ce sujet l'année prochaine.

M. Yves Raibaud. Parmi les préconisations, nous recommandons d'apprendre aux petites filles à aller sur les espaces, c'est prioritaire. Ce travail est aussi fait pour les femmes immigrées : des associations leur proposent des randonnées en ville, leur font prendre le bus et découvrir la ville. Cette pédagogie de l'espace est très importante pour que les filles sachent qu'elles ont droit à cet espace.

Dans mes travaux, je parle beaucoup des hommes et des garçons. Si un *empowerment* des filles est nécessaire, il faut aussi un *disempowerment* des garçons, qui doivent accepter de céder la place. C'est le cas pour les équipements d'accès libre : il y a une fosse à hockey sur les quais de Bordeaux, et une équipe de roller derby très dynamique veut l'utiliser, mais il y a toujours deux ou trois garçons qui refusent de céder la place, ce qui crée des conflits. Il ne peut pas y avoir d'*empowerment* sans une autre manière d'élever les garçons pour leur apprendre à céder le centre. C'est une priorité, on ne peut pas demander aux filles d'adopter les comportements critiquables des hommes pour prendre le pouvoir que les hommes ne veulent pas leur laisser.

S'agissant de la médiation, le Défenseur des droits a étoffé son équipe, qui compte maintenant une personne tout à fait compétente dans les questions de genre, c'est une ancienne collègue de l'université. Un certain nombre de plaintes pour discrimination dans le sport commencent à arriver de la part d'équipes de femmes qui n'obtiennent pas de terrain. Lors d'un des entretiens que nous avons menés à Bordeaux, un des dirigeants nous a dit : « Comment voulez-vous que nous trouvions des terrains pour les filles, nous n'avons déjà pas assez de terrains pour nos jeunes ! » Si ces comportements sont considérés comme des discriminations dans le sport, on ne pourra plus simplement dire que ce sont les jeunes filles qui s'écartent de l'espace public, on reconnaîtra qu'elles sont exclues. Il est important que les choses soient vues de cette manière.

J'ai travaillé pendant vingt ans dans le milieu rural en Gironde, et l'accès des filles aux loisirs s'est fait par la création d'écoles de musique, de danse et d'art plastique dans un pays où existait une monoculture du football. Ces écoles de musique, de danse, de théâtre et d'arts plastiques, qui existent toujours au sein d'une fédération, ont finalement accueilli autant de filles que de garçons, mais elles ont été l'activité des filles pendant un certain nombre d'années. En fait, ces activités sportives ou socioculturelles sont des écoles de citoyenneté, puisque ce sont ces jeunes femmes que l'on retrouve aujourd'hui dans les conseils municipaux, dans les associations de parents d'élèves, parce qu'elles ont eu cette entrée par les pratiques socioculturelles.

La question posée sur les comités d'entreprise me permet de faire le lien avec les vacances. La disparition d'un grand nombre de colonies de vacances a été un désastre. Il s'agissait de lieux de mixité et de laïcité, mais par l'effet d'une technocratie abrupte, elles ont dû fermer car elles ne respectaient pas certaines normes, notamment celles sur l'accès aux personnes en situation de handicap. Elles ont été remplacées par le secteur marchand et les comités d'entreprise qui proposent des activités extrêmement stéréotypées (colonie astronomie, colonie poney, surf, etc.), tandis que dans les quartiers populaires, les colonies ont été remplacées par des dispositifs de type « Ville, vie, vacances » qui consistent à emmener les enfants des quartiers en vacances pour de courts séjours, et qui ont profité à 90 % à des garçons.

On peut donc en conclure que dans ce cas, la politique de la ville a signifié la fin des vacances pour les villes pendant que l'on enterrait les colonies de vacances. Le ministère de la jeunesse et des sports a commencé à se préoccuper à nouveau de cette question, mais il est un peu tard, car tout a disparu. Beaucoup de communes, notamment rurales, ont abandonné leurs anciennes colonies de vacances.

Mme Chris Blache. Je voudrais revenir sur l'urbanisme. Il y a un véritable travail à refaire. L'espace urbain s'est construit récemment de manière extrêmement aménagée. Et cet espace aménagé est très normatif : dès que l'on crée un espace sportif tel qu'un skatepark ou

un citystade, on crée un usage masculin. Nous savons qu'il faut faire un travail sur les garçons, mais ce sera très long, car il ne suffit pas de leur dire de lâcher leurs privilèges pour que les choses se passent ainsi, nous sommes bien placées pour le savoir.

Il va aussi falloir changer les structures de nos espaces. Nous sommes dans une phase de construction extrêmement nourrie de ces espaces, et notre travail avec les municipalités consiste à trouver des polyvalences. Le stade de Villiers-le-Bel est aussi utilisé par la communauté pakistanaise, parce que les poteaux de volley-ball du stade de volley n'ont pas la bonne largeur. On a conseillé à la mairie de trouver des modularités.

Il faut que la façon dont on construit les espaces publics permette de leur donner une polyvalence. Cela impose de revoir la façon dont on gère les espaces, où l'on place les bancs. Lorsque de nos marches sensibles, il arrive que les gens trouvent des endroits très intéressants où il n'est pas possible de s'y asseoir. Par contre, là où les bancs sont placés, ils n'ont pas envie de rester. Il faut donc revoir les espaces publics, tout en gardant à l'esprit qu'aujourd'hui, il est extrêmement restreint. La résidentialisation est induite par un travail autour de la propriété et de la sécurité, qui crée des espaces sur-sécurisés qui se révèlent sur-insécurisants. Traverser un espace complètement fermé et entouré de grillages et de caméras est extrêmement anxiogène. Avant, il y avait des espaces complètement ouverts, dont la perméabilité était plus importante et permettait plus d'usages de l'espace public.

Nous luttons contre cette tendance, mais les municipalités nous répondent que les habitants demandent la résidentialisation. Mais cette résidentialisation joue contre les femmes, parce que ces enfermements poussent les gens à rentrer chez eux, et les femmes seront les premières à le faire. Le peu d'espace qui reste sera occupé par la forme dominante.

Nous menons donc un travail de réflexion sur la ville de demain, pour qu'elle soit plus sensible, plus accessible, plus durable dans tous les sens du terme.

Mme la présidente. Vous parliez d'Aubervilliers. Les femmes d'Aubervilliers sont venues me voir plusieurs fois, elles se battent pour l'espace public, en particulier les cafés, où elles organisent des apéritifs. Nous avons pu constater que passé dix-huit heures, il n'y a plus de femmes dans ces espaces publics.

Vous n'avez pas abordé la question de la temporalité. J'ai travaillé sur les agences des temps, et nous réfléchissions à la création d'espaces réversibles, qui ne soient pas dédiés à un seul usage mais qui puissent évoluer dans le temps, selon les saisons ou les moments de la journée. Les femmes ont un temps très contraint du fait de la double journée, ce n'est malheureusement pas un stéréotype mais une réalité. Pour les transports, ce sont elles qui demandent des véhicules car elles doivent passer par plusieurs points. C'est aussi une façon de voir la ville.

Mme Maud Olivier. Madame Blache, nous avons réalisé un micro-trottoir avec vous en Essonne afin de savoir comment les femmes voyaient la ville. Il était désespérant de constater que seule la question de la sécurité ressortait. C'est un exemple d'impensé de l'urbanisme : les femmes ne s'autorisent pas à voir la ville sous un autre angle. Comment pourrions-nous faire pour permettre une perception différente de la ville, au-delà de la sécurité et des trottoirs ?

Mme Chris Blache. La question de la sécurité est au cœur de notre travail. C'est l'exemple des logiques qui enferment les femmes. Il est dit que les femmes sont faibles, en

situation compliquée, et c'est uniquement lorsque l'on prétend les protéger que l'on s'occupe d'elles. Mais il est faux de dire que l'on s'occupe de sécurité pour les femmes, la sécurité est faite pour faire rentrer les gens chez eux, pas pour les femmes. Il faut faire très attention : les femmes sont utilisées comme outil pour justifier des politiques sécuritaires telles que l'installation de caméras.

Pour contrer cela, il est important de ressortir les chiffres : une femme ne sera pas forcément plus agressée qu'un homme dans l'espace public, elle a droit comme un homme à l'espace public.

Il est vrai que les femmes sont plus harcelées que les hommes, mais il y a un travail de sensibilisation à mener à tous les niveaux avec l'ensemble des actrices et des acteurs. Ce n'est pas en vain que nous avons lutté pour faire retirer l'article publié sur le site internet du ministère de l'intérieur : « Conseils faits aux femmes ». Ce texte, disparu en octobre 2014, conseillait aux femmes de ne pas indiquer leur statut de femme seule sur la boîte aux lettres, de mettre un judas, d'ajouter une chaînette à la porte. Et lorsqu'elles sortaient, il leur était conseillé de marcher d'un pas vif, de bien serrer leur sac sous le bras, de marcher dans le sens inverse du trafic. En gros, il était conseillé de rester enfermé chez soi, alors que les chiffres sur les violences sexuelles faites aux femmes démontrent qu'elles se déroulent essentiellement dans l'espace privé.

Or même les femmes les plus féministes que nous connaissons admettent moins s'inquiéter lorsque c'est leur fils qui sort le soir, plutôt que leur fille.

Mme la présidente. Et nous avons beaucoup de mal à faire utiliser les parkings fermés et souterrains aux femmes. Le sentiment d'insécurité est à son maximum, mais ce n'est pas toujours sans fondement.

M. Yves Raibaud. C'est un point sur lequel nous ne sommes pas d'accord avec Chris Blache. Dire aux femmes qu'elles ne doivent pas avoir peur va culpabiliser celles qui ont peur. Il est faux de dire que les femmes ne sont pas agressées dans l'espace public si l'on prend en compte la drague lourde, le fait d'être suivie dans la rue et les attouchements. Si j'ai été harcelé enfant dans le tramway, cela ne m'est arrivé qu'une seule fois, alors que ce sont des expériences qui sont presque quotidiennes pour les femmes. Il faut faire attention de ne pas minimiser les violences faites aux femmes. Elles sont systémiques, et il faut les prendre en charge.

Évidemment, la sécurité est un mauvais argument, et nous savons que le féminisme est récupéré pour toutes sortes de combats qui ne sont pas les siens. Mais lutter contre les violences sexuelles et de genre dans l'espace public me paraît une priorité.

Mme la présidente. Une enquête récente a d'ailleurs montré que 100 % des Franciliennes disent avoir déjà été harcelées dans les transports.

M. Yves Raibaud. Cela correspond aux enquêtes que nous avons menées avec les étudiantes sur Bordeaux.

Mme Maud Olivier. Les conseils sont donnés aux femmes, mais c'est la société tout entière qui doit protéger les femmes, pas elles qui doivent s'auto-protéger. Je trouve que dire aux femmes de faire des arts martiaux n'est pas une réponse. C'est à la société et à la ville de s'organiser pour protéger les femmes.

M. Yves Raibaud. L'autodéfense, telle qu'elle est pratiquée par des associations féministes, tend à redonner confiance aux femmes dans la ville. Ce n'est pas dans un but d'agressivité, c'est afin de leur rendre confiance et qu'elles aient quelques gestes de confiance pour ne pas être sidérées en cas de rencontre avec un agresseur.

Mme la présidente. Pour voir une ville exemplaire, vous nous conseillez d'aller à Vienne en Autriche. Est-ce que Villiers-le-Bel propose des réalisations qui méritent d'être vues ?

Mme Chris Blache. Pas encore, la première réalisation se fera cet été, ce sera la cour d'école. Nous allons mener des ateliers d'appropriation de ces espaces à la rentrée.

M. Yves Raibaud. Rennes a travaillé sur le bureau des temps. Lors d'une conférence dans cette ville, une salle comble rassemblait des gens qui partageaient de telles expériences, mais je ne sais pas si ces expériences ont été recueillies.

Mme la présidente. Le réseau Tempo territorial réunit les agences des temps. Mais il n'y avait pas beaucoup de réalisations me semble-t-il.

Mme Chris Blache. La ville de Vienne est très intéressante à ce titre. Une autre ville qui ne s'est pas construite sur le genre mais qui est toujours citée est Fribourg, en Allemagne. C'est un bel exemple de ville construite sur du commun et qui permet d'avoir les enfants dans la rue. Nous avons beaucoup parlé de stérilisation de l'espace public, notre travail est de travailler à sa fertilisation.

Mme la présidente. Je vous remercie.

La séance est levée à 14 heures 55.



Membres présents

Présents. – Mme Catherine Coutelle, Mme Conchita Lacuey, Mme Maud Olivier, Mme Maina Sage, M. Christophe Sirugue.

Assistait également à la réunion. – M. Christophe Premat.